

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/juillet-2016-En-Grande-Bretagne-le-projet-d-EPR>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > La sortie du nucléaire marque des points > **Juillet 2016 - En Grande-Bretagne, le projet d'EPR pourrait être abandonné**

30 juillet 2016

Juillet 2016 - En Grande-Bretagne, le projet d'EPR pourrait être abandonné

Ce 28 juillet, EDF avait-il sorti les petits fours et le champagne un peu trop vite ? Tout semblait pourtant sur les rails pour concrétiser envers et contre tout le projet de construction de deux réacteurs EPR sur le site d'Hinkley Point. Malgré une opposition farouche des représentants des salariés, malgré la démission début mars de Thomas Piquemal, son directeur financier et ses avertissements sur les risques liés à ce projet pour l'entreprise, malgré enfin la démission la veille de Gérard Magnin, administrateur nommé par l'État, Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, était parvenu à faire approuver à une courte majorité le projet d'EPR au Conseil d'Administration d'EDF. Ne manquait plus que l'accord formel de la Grande-Bretagne.

Or à Londres, le barnum dressé pour fêter la signature, censée intervenir le 29 juillet, fut rapidement remballé. En effet, cela faisait déjà quelques jours que Theresa May, Première Ministre nouvellement nommée, avait notifié qu'elle ne se prononcerait pas sur le projet avant l'automne. Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, bien qu'averti, s'était bien gardé de le [signaler à son conseil d'administration](#) - ce qui a d'ailleurs mené cinq administrateurs salariés à [saisir la justice](#).

Ce report était-il un effet indirect du Brexit ? En quelque sorte oui, dans la mesure où le soutien politique à Hinkley Point était surtout le fait de David Cameron, Premier Ministre démissionnaire suite au référendum.

En tout état de cause, malgré des années de lobbying acharné de la part d'EDF, un « oui » de la Grande-Bretagne aux EPR d'Hinkley Point à l'automne ne peut plus être tenu pour acquis. Selon [The Independent](#), l'administration britannique serait en ce moment en train d'étudier les engagements déjà pris avec la France et la Chine pour la construction de ces réacteurs, afin d'y trouver des failles qui permettent d'y mettre fin sans provoquer de crise diplomatique.

Ce projet et ses coûts exorbitants font depuis un certain temps l'objet de critiques très vives, et ce bien au-delà du mouvement antinucléaire, peu puissant en Grande-Bretagne. La participation importante au projet de l'opérateur China General Nuclear Power, soupçonné de pratiquer l'espionnage industriel, fait l'objet de [suspensions importantes](#). Mais la presse britannique de droite et

de gauche, des tabloïds aux magazines élitistes comme The Economist, tire surtout à boulets rouges sur les dépenses vertigineuses qu'entraînerait la construction de ces réacteurs.

Il faut dire que ce contrat est un piège pour les britanniques : il s'agirait de racheter à prix fixe pendant 35 ans à EDF l'électricité produite. Or dans le même temps les coûts de production des énergies renouvelables continuent à baisser. Un rapport publié par [Bloomberg le 16 août](#) le montre bien : d'ores et déjà, le coût de production du KWh éolien en mer est à égalité avec celui prévu pour les électrons d'Hinkley Point. Quant à l'éolien terrestre, il s'avère extrêmement compétitif. Et tandis que les EPR en chantier en Europe accumulent les retards, un parc éolien peut être mis en place en quelques années. Un argument auquel pourrait être sensible la Grande-Bretagne, qui va devoir compenser, dans les 15 ans à venir, la fermeture de ses centrales à charbon et de presque tout son parc nucléaire.